



MEDIAPART

Par

Juan BRANCO

Qu'a donc bien pu faire l'été 2016 Julian Assange pour avoir été qualifié en quelques jours d'agent du KGB (sic), d'antisémite, de propagandiste du Kremlin, de menace pour l'intégrité de dizaines de millions de femmes turques et pour la démocratie états-unienne, en sus des déjà classiques accusations de viol, le tout relayé par certains des médias les plus puissants de cette planète, du New York Times au Bild ? Qu'a pu déclencher une si risible accumulation de caricatures, ne s'appuyant sur aucun élément concret, contre un homme dont la vie a été passée au peigne-fin par des centaines de médias depuis plus de dix ans, dont chaque visiteur, chaque mouvement, est scrupuleusement suivi par les agences de renseignement les plus puissantes du monde, sans qu'à aucun moment le moindre élément probant permettant d'étayer ces accusations n'ait été dévoilé ?

En novembre 2010, Julian Assange a 39 ans. Il vient de commencer la publication de ce qui deviendra le plus grand scoop de l'histoire du journalisme, révélant plus de cent mille télégrammes diplomatiques états-uniens. Il est alors l'un des journalistes les plus renommés de la planète, notamment récompensé par Amnesty International pour son labeur, et sa réputation ne souffre guère de taches. Hillary Clinton est elle

secrétaire d'État, et voit son mandat, et ses ambitions présidentielles, sérieusement affectés par cette publication. Furieuse, elle racontera avoir passé les mois suivants à visiter les capitales du monde entier pour s'excuser des propos tenus par ses diplomates. Un grand jury enquêtant sur plusieurs chefs d'accusation, dont l'espionnage et la trahison, est en conséquence immédiatement lancé contre Julian Assange, sous scellés, au sein de « l'État du renseignement », la Virginie, où près de cinquante pour cent des jurys potentiels ont un lien avec une agence étatique. Des appels à l'arrestation, au kidnapping, à l'assassinat d'Assange, qui a pourtant collaboré avec le New York Times pour son scoop, fleurissent dans les médias états-uniens. Finalement, moins d'une semaine après les premières révélations, des accusations de violences sexuelles préalablement enterrées par un procureur suédois sont ressuscitées, et Julian Assange, qui se rend à un commissariat de Londres pour s'expliquer, est immédiatement mis aux arrêts.

En août 2016, Julian Assange à 45 ans. Il est, selon l'ONU, détenu arbitrairement au sein d'un rez-de-chaussée londonien de quelques dizaines de mètres carrés depuis plus de quatre ans. Il n'a ni accès à l'air libre, ni au soleil. Le Royaume-Uni a dépensé plus de 15 millions d'euros et mobilisé plus de cinquante policiers pour s'assurer qu'il ne sortira pas libre de l'Ambassade d'Équateur, où il a obtenu, après trois mois d'examen, un statut de réfugié politique. Des documents révélés par Edward Snowden ont entre-temps montré que les autorités états-uniennes traitaient Wikileaks comme une organisation ennemie, au même titre que n'importe quel groupe terroriste, et qu'ils avaient demandé à l'Australie, au Royaume-Uni et à l'Allemagne de poursuivre Julian Assange pour ses révélations. Son passeport, australien, a été retiré sans explications. Human Rights Watch et Reporters Sans Frontières ont beau s'indigner, le comité des droits de l'homme de l'ONU a beau exiger au Royaume-Uni et à la Suède de mettre fin à la détention de M.

Assange, rien ne bouge. La stratégie classique des agences de renseignement pendant la guerre froide, visant à délégitimer un dissident en exposant ses supposées turpitudes sexuelles, avant de le laisser croupir dans une ambassade ou un lieu de détention maintenu secret pendant des années pour l'isoler, fonctionne à plein.

Pourtant, dans ce petit espace, Julian Assange continue à faire vivre Wikileaks, après avoir subi une campagne de harcèlement ayant failli détruire définitivement le site internet. L'époque a changé. N'ayant pas vu sa famille depuis de nombreux mois, il a renoué avec les publications à un rythme soutenu : télégrammes diplomatiques saoudiens, corruption minière au Centrafrique, échanges privés de l'allié de la Russie en Syrie Bashar El-Assad, espionnage par la NSA des principaux dirigeants mondiaux, tout y passe. L'ONU a pris une décision en sa faveur, et il a sauvé Edward Snowden d'un destin que beaucoup promettaient fatal. Les médias redécouvrent la cause d'un homme oublié, s'indignent de son enfermement, et recommencent à couvrir, le plus souvent élogieusement, le moindre de ses faits et gestes. C'est alors qu'il décide de publier, en plein milieu de la convention d'investiture du Parti démocrate états-unien, mi-juillet 2016, des milliers d'emails qui révèlent que l'establishment du parti s'est mobilisé en faveur de Hilary Clinton et contre Bernie Sanders, dénaturant le processus des primaires. Ce nouveau scoop, repris mondialement, provoque la démission de la principale dirigeante du Parti démocrate et de quatre autres personnes. Quelques jours plus tôt, et alors que des révélations sur la campagne d'Hillary Clinton avaient été annoncées, un employé du Parti Démocrate avait été assassiné à bout portant dans la rue. Aucune de ses affaires n'avait été dérobée.

Eussent-ils été révélés par un quelconque média institutionnel, ces éléments auraient été traités sous l'angle exclusif de leur immense valeur informationnelle. Mais

Wikileaks a décidé de se passer de partenaires mainstream aux États-Unis depuis plusieurs années, du fait d'un désaccord fondamental : Julian Assange a une vision du journalisme qu'il dit « scientifique », et qui consiste à calquer les procédures s'appliquant aux articles de sciences dures : toutes les sources brutes des articles journalistiques doivent être accessibles publiquement afin de rendre l'information publiquement vérifiable. Inscrite dans le cadre de ce qu'il a théorisé comme une « guerre informationnelle », cette théorie vise à assurer la transparence la plus complète dans les processus de publication, afin de lutter contre l'asymétrie de traitement dont bénéficient les plus puissants. Cette position radicale, au sens le plus étymologique du terme, n'est pas acceptée par les médias traditionnels, dont le modèle s'appuie sur un mélange de sources publiques et privées leur assurant un accès régulier au pouvoir. Ceux-ci se sont pour la plupart très tôt éloignés de Wikileaks, refusant de considérer l'organisation comme un « pair », dans le cadre d'une ostracisation pour le moins contestable ayant par exemple amené la direction du Monde à refuser une de mes enquêtes pourtant préalablement acceptée par la rédaction « du fait de mes liens avec Wikileaks ».

Ce traitement particulier, que rien ne justifie déontologiquement, a amené les médias dans l'affaire des e-mails du Parti démocrate à se concentrer non pas sur la qualité du scoop révélé par Wikileaks, mais sur ce qui serait sa source : un pirate affilié aux services secrets russes qui aurait transmis les informations à l'organisation de presse. Alors que la protection des sources est un des éléments fondateurs de la déontologie journalistique, un principe sacré que les médias défendent collectivement, souvent contre des intérêts puissants, Wikileaks est immédiatement soumis à un traitement différent par ses pairs. La question de la nature de sa source sera posée jusqu'à cinq fois en dix minutes dans une émission de radio à Julian Assange, et fera l'objet de nombreux éditoriaux, sans que rien ne vienne le justifier.

Celui-ci, qui a publié plus de dix millions de documents concernant 194 pays depuis dix ans, refuse de répondre, comme à chaque fois.

L'entourage d'Hillary Clinton identifie la faille et s'affaire dans la foulée à disséminer des éléments de langage faisant de Wikileaks un proxy du Kremlin, dont le but serait de déstabiliser la démocratie américaine. Un nombre limité de médias états-uniens, proches de la candidate, dont le New York Times, dont la couverture apologétique de la campagne de Clinton suscite un profond malaise au sein de milieux progressistes et du camp conservateur, relayent la rumeur. Par effet de rebond, alimenté par une campagne présidentielle qui prend les allures de guerre civile et où l'objectivité journalistique est quotidiennement remise en cause, l'accusation se dissémine dans le monde entier. Le rédacteur en chef du plus puissant quotidien Allemand, Bild, accuse M. Assange d'être un « agent du KGB » (sic), le confondant au passage avec Edward Snowden, sans ne jamais rectifier. Dans le même temps, des false flags – fausses accusations visant à divertir l'attention – sont lancés sur la publication récente de plusieurs milliers d'e-mails de partisans de l'AKP turque et sur des tweets qui révéleraient un antisémitisme jusque-là ignoré de Julian Assange. Les accusations sont rapidement démontées, mais après avoir été reprises dans le monde entier, ne font l'objet que de peu de corrections. Leur objectif, alimenter le momentum décrédibilisant Julian Assange et Wikileaks, a de toutes façons déjà été atteint.

Ces attaques s'inscrivent dans le cadre d'une campagne menée depuis plusieurs années par un certain nombre d'agences et officines. Intensifiée ces derniers mois, j'ai pu en connaître certains effets secondaires lorsque j'ai intégré l'équipe de défense de l'organisation, mêlant cambriolages, menaces de mort, harcèlement téléphonique et numérique et subtiles manipulations nourrissant barbouzeries diverses

dans l'espace public, notamment sous forme de publications anonymes d'apparence parfaitement neutre. Quelques semaines avant la publication des DNC leaks, un proche d'Assange, Jacob Appelbaum, militant reconnu dans la lutte pour les droits et libertés sur internet, était à son tour accusé, dans le cadre d'une campagne publique de diffamation parfaitement orchestrée, d'être un violeur. Des centaines d'articles à travers le monde reprendraient immédiatement l'information, y compris, à nouveau, au sein du Monde et du New York Times, sans s'interroger sur l'étrange répétition du schéma utilisé, et des claires incongruences présentes sur la plateforme publique créée contre M. Appelbaum. Aucune plainte n'ayant été déposée, le journal d'investigation Die Zeit finirait par enquêter et exposer de sérieux doutes quant à la véracité des faits incriminés. Encore une fois, et sans surprises, sans faire l'objet de reprises. La grossièreté des procédés utilisés, soulignée par la répétition du schéma, en de nombreux points similaire à celui utilisé contre Julian Assange, qui n'a lui non plus jamais été formellement accusé de viol - ce qui n'a pas empêché les médias du monde entier de reprendre cet élément comme définissant dans sa biographie - se révèlent être d'une efficacité démultipliée à l'heure des réseaux sociaux et de l'information bas de gamme, tout en maintenant ses effets classiques, provoquant des effets d'auto-censure et de destruction intime pour les « membres survivants » de l'organisation, accroissant leur isolement et leur fragilisation, tout en servant d'arme de dissuasion massive pour quiconque penserait encore à s'exposer publiquement en défense de l'organisation. La similarité de ces procédés avec ceux mobilisés par le KGB, puis le FSB sous la direction de Poutine, qui fit de l'exposition de la déviance sexuelle de ses ennemis l'un des principaux outils dans sa prise du Kremlin, est paradoxalement trop frappante pour être reprise dans les médias occidentaux, l'exigence de preuves incontestables étant soudainement exigée pour relayer une telle possibilité qui viendrait battre en brèche le présumé éthique attribué à nos appareils de

pouvoir, supposés ontologiquement démocratiques et porteurs d'une vérité supérieure à ceux qui la contestent, présumé éthique qui n'est rien d'autre qu'un pré-jugé inconsistant, notamment en ce qui concerne les services de renseignement. Cet état de fait joue nécessairement à l'encontre du dissident, reléguant ses inférences et témoignages – qui peuvent être d'égale ou supérieure valeur à ceux de ses adversaires – à un statut inférieur à celui de sa cible ou de sa victime présumée, lui exigeant des preuves matérielles qui ne seront jamais demandées à ses accusateurs ou ses cibles, lui interdisant de facto un accès équitable à l'espace médiatique.

Il est probable que la source de Wikileaks concernant sa publication sur le Parti démocrate ait été intéressée, et qu'elle soit liée au pouvoir russe. Il est probable que le FSB et d'autres agences de renseignement russes tentent d'influencer Wikileaks et Julian Assange, dans le cadre d'une stratégie plus globale de déstabilisation qui les a vu s'attaquer à de nombreux piliers des démocraties occidentales. Le soutien constant offert par les médias pro-kremlin, Sputnik et Russia Today en tête, à Julian Assange et Wikileaks, comme à de nombreux autres « dissidents de l'Ouest », n'est certainement pas désintéressé, et l'asymétrie des moyens engagés dans la lutte informationnelle rend des organisations comme Wikileaks, qui bénéficient d'un soutien limité, particulièrement vulnérables aux tentatives de manipulation, même si Julian Assange rappelle à juste titre n'avoir jusqu'ici publié que des documents à l'authenticité vérifiée.

Il est par ailleurs possible que la publication des emails du Parti démocrate ait été vue par le Kremlin comme une opportunité de fragiliser Hillary Clinton, ou d'envoyer une menace voilée à la future présidente états-unienne. Nous avons toutes les raisons de rester vigilants à ce sujet. Pourtant, ces éléments n'atteignent en rien la qualité et l'importance des révélations de Wikileaks, dont la véracité a

été admise par tous. Ils n'auraient jamais dû provoquer une telle vague d'accusations, s'appuyant sur des inférences dénuées d'éléments de preuve, et couvrant efficacement la valeur des informations publiées. Ils n'empêchent, surtout, en rien Wikileaks et Julian Assange de continuer à exercer leur rôle de vigie démocratique radicale et inflexible, profitant des jeux de pouvoir auxquels se livrent les grandes puissances pour continuer à nous éclairer sur la corruption et les manipulations de nos élites.

Que la Russie se serve de Wikileaks pour révéler les turpitudes d'une partie de l'establishment états-unien pourrait même apparaître comme un acte de saine concurrence, contrairement à l'affaire Manafort, d'une gravité incomparable, et qui a pourtant donné lieu à une couverture médiatique beaucoup plus faible. Comme l'a indiqué Julian Assange, il serait dans l'intérêt de tous que les États-Unis répliquent en agissant de la même façon, et que la cyberguerre que se mènent actuellement les grandes puissances aboutisse à une transparence accrue de l'ensemble des pouvoirs plutôt qu'à une mise sous tutelle toujours plus grande des populations, dépossédées de leur intimité. Rappelons que la publication des emails du Parti démocrate, quelle qu'ait été leur source et son intérêt supposé, n'a eu qu'un bénéficiaire : la démocratie états-unienne. Que la Russie ait pensé pouvoir déstabiliser suffisamment la campagne présidentielle états-unienne à travers de telles révélations pour en changer le cours, outre qu'il s'agisse là d'un raisonnement purement hypothétique, révèle plutôt une ubris dysfonctionnelle du Kremlin qu'une quelconque faute de Wikileaks.

Julian Assange n'a jamais été accusé de viol, et n'a jamais fait preuve, devant moi, d'un quelconque comportement misogyne. Julian Assange n'a jamais fait preuve d'antisémitisme en public ni, que je sache, en privé. Julian Assange n'a jamais provoqué la mort de quelqu'un du fait de

ses publications, ni mis en danger ses sources, contrairement à ce qu'insinuait encore il y a quelques jours le New York Times, quotidien dont la responsabilité dans le déclenchement de la seconde guerre en Irak, et la mort subséquente de plusieurs centaines de milliers de civils, est elle parfaitement démontrée. Julian Assange n'avait pas mis en danger des « millions de femmes turques », comme une universitaire avait faussement affirmé sur le Huffington Post, avant de voir ses nombreuses manipulations et déformations révélées. Julian Assange n'est finalement pas un agent du KGB, ni même du FSB, et n'a jamais montré, à ma connaissance, la moindre complaisance face au régime russe en privé ou en public. Si bien nous avons eu des désaccords fondamentaux sur la question syrienne ou un certain nombre de ses tweets, et si bien j'ai pu me montrer à de nombreuses reprises troublé par l'attrait majeur qu'exerçait l'Ambassade d'Équateur à Londres sur un certain nombre d'organisations russophiles, la ligne éditoriale de Wikileaks est restée pendant cette période remarquablement neutre et dénuée de complaisance vis-à-vis d'un quelconque pouvoir depuis sa création. Plus factuellement, à aucun moment dans le cadre de mes activités au sein de l'équipe de défense de Julian Assange, notamment à l'ONU, je n'ai été incité à rentrer en contact avec l'appareil diplomatique ou étatique russe, ni n'ait noté un soutien direct ou indirect de celui-ci, ou de l'un de ses alliés, à notre égard, contrairement à celui que nous ont apporté de nombreuses chancelleries d'Amérique latine et d'Europe.

La complexité et le niveau d'élaboration de la pensée de Julian Assange, évidentes pour quiconque a assisté à l'une de ses très nombreuses conférences ou l'a rencontré, ne tolèrent pas de caricature. Elles se doublent certes d'un prisme idéologique anti-impérialiste évident, dont la subjectivité pourrait être discutée, mais qui résiste à l'hypothèse d'une quelconque manipulation au service du Kremlin et de ses fantasmes néotsaristes. Son système de pensée s'inscrit au

contraire et sans ambiguïtés dans la ligne des dissidences de l'intérieur, en l'occurrence nourrie par sa révolte face au suivisme inconditionnel de son pays natal, l'Australie, au pouvoir politico-militaire états-unien. Il se sent, de ce fait, et comme une grande partie de la gauche radicale anglosaxonne, concerné au premier chef par les turpitudes de l'hyperpuissance états-unienne bien plus que par d'autres régimes, qu'il étudie au regard de leur rapport à celles-ci.

Cette forme de dissidence a certes souvent été affectée d'une complaisance relative face aux ennemis déclarés du régime contre lesquels elle se constitue. Mais ce biais, qui peut être alimenté par des opérations d'influence dont certaines restent ignorées y compris par leurs cibles, vise, en relativisant les maux des régimes auxquels le dissident « s'oppose moins » par raisons tactiques, à souligner comparativement les défauts du régime dans lequel le dissident s'inscrit, et non à se constituer en agent de propagande du régime ennemi. Cela est particulièrement évident pour une institution comme Wikileaks, dont les valeurs sont aux antipodes du régime russe, paramètre qui joue paradoxalement en sa défaveur, sa trahison supposée, bien que rationnellement improbable, apparaissant comme d'autant plus insoutenable. La radicalisation inévitable de la dissidence face à une persécution systématique, comme celle qui s'applique de façon croissante contre Wikileaks et ses membres, ne fait qu'accroître le phénomène, renforçant le biais cognitif et l'exposition matérielle du dissident à toutes formes d'influence, et facilitant en retour son assimilation à l'ennemi par le système auquel il s'oppose afin de le décrédibiliser tout à fait. Elle renforce aussi le risque d'une soumission effective à une stratégie d'influence d'un État opportuniste ou de l'une de ses organisations affidées, l'isolement et le harcèlement subit amenant à une prise de risque et une recherche de débouchés alternatifs accrue. Dans des périodes d'hystérisation géopolitique comme celle que nous connaissons actuellement, cela amène à des distorsions de

perception de tous les côtés qui finissent, d'amalgames en paranoïas, par créer des réflexes maccarthystes et des rigidifications mutuelles dont la principale victime est la recherche de vérité. C'est la combinaison de ces facteurs qui a valu à Mandela d'être accusé, des décennies durant, d'être un agent soviétique, non seulement par le régime de l'apartheid, mais aussi par des médias occidentaux qui pensaient agir en toute bonne foi.

De telles phases de répression de la dissidence et leurs effets en « boule de neige » sont extrêmement dangereuses en ce qu'elles instaurent des précédents qui non seulement isolent et ostracisent des personnes et institutions jouant un rôle essentiel dans nos démocraties, les rendant d'autant plus vulnérables à des tentatives d'influence extérieures, mais aussi en ce qu'elles inhibent en sus la constitution d'espaces de contestation et de contre-pouvoirs à venir. Ainsi, et bien qu'il faille s'attendre à ce que des théories conspirationnistes avancent bientôt que Wikileaks a été créé dans un hôtel moscovite par un représentant du Kremlin quelque part en 2006, rappelons que nul ne soupçonnait, à juste raison, Wikileaks d'avoir un quelconque lien avec un régime autoritaire ou affidé jusqu'à la révélation des télégrammes diplomatiques états-uniens et l'enfermement subséquent de Julian Assange, malgré plus de quatre ans d'exercice continu à cette époque. Cela révèle à la fois l'intéressement des accusations portées à l'encontre de Julian Assange, mais aussi et peut-être surtout les dangers que comporte l'acceptation du sort d'évidence injuste et illégal subit par le fondateur de Wikileaks, et que les médias institutionnels ont tardé de nombreuses années à reconnaître comme tel. La complaisance de ces instances face aux discours officiels dans le traitement de « l'affaire sexuelle d'Assange », se contentant de reproduire les arguments des autorités sans ne jamais allouer des moyens à des enquêtes propres sur le sujet, a laissé perdurer une situation scandaleuse cinq ans durant, fragilisant Wikileaks et forçant ses membres, comme de

nombreux dissidents auparavant, à investir des espaces marginaux, et potentiellement contaminés, qui ne lui étaient pas naturels, pour continuer à exister, comme cela a été le cas avec l'émission télévisée présentée par Assange et produite par Russia Today, aux côtés de personnes autrefois marginalisées et aujourd'hui reconnues pour l'intégrité de leurs combats, comme Noam Chomsky, mais aussi au sein d'une chaîne financée par le Kremlin pour assurer sa propagande à l'étranger. Cette participation passive des médias à une stratégie d'ostracisation mettant potentiellement en danger, à leurs corps défendant, l'intégrité de défenseurs radicaux de la démocratie, a fragilisé non seulement leur position dans la guerre informationnelle qu'ils mènent, mais aussi par ricochet l'ensemble de notre espace démocratique, rétro-alimentant des dynamiques de suspicion qui justifient a posteriori la mise à l'écart du dissident et rendent toujours plus difficiles la défense de leurs positions, pourtant initialement reconnues de façon incontestable comme saines.

Depuis maintenant dix ans, Julian Assange s'est contenté de révéler, dans le cadre de l'exercice de sa profession, des preuves de crimes de guerre, crimes contre l'humanité, corruptions massives et autres turpitudes de classes dirigeantes de plusieurs dizaines de pays, sans ne jamais dévier de sa mission originelle ni ne s'exposer à la moindre manipulation. Il l'a fait de façon constante, participant à de nombreux bouleversements géopolitiques aux conséquences initialement positives, à commencer par les révolutions arabes, sans ne jamais être soupçonné d'être affidé à un quelconque pouvoir jusqu'à cet été, et, comme n'importe quel journaliste, sans s'interdire d'utiliser des sources aux motivations contestables. Il l'a fait en assumant ses biais, qui sont ceux de tout organe de presse, en les théorisant a priori, dans le cadre d'une série de textes publiés et accessibles en lignes, assumant le rôle politique du journalisme d'investigation. Il l'a fait cependant sans accepter les

contraintes imposées par l'establishment aux médias qui sont sous son contrôle – du milliardaire Carlos Slim en ce qui concerne le New York Times à Xavier Niel et les millionnaires Matthieu Pigasse et Pierre Bergé en ce qui concerne Le Monde. Cela est insupportable pour ces institutions, qui voient, à travers les activités de Julian Assange et la radicalité ontologique qu'il a mis en pratique, montrées du doigt leurs propres défaillances, et leur incapacité structurelle à assurer leur mandat démocratique. Doublés des problématiques industrielles largement connues de notre ère informationnelle – la dépendance aux annonceurs et au clickbait, le manque de moyens alloués à l'enquête et la tendance à la reproduction, sans vérification, d'informations de seconde main pour pallier au manque de contenu original, mais aussi l'absence de follow-up des accusations lancées du fait du désintérêt de l'audimat – et des conditions explosives dans laquelle se déroule la campagne présidentielle états-unienne, ces éléments ont abouti à la dérive aberrante de cet été, où des médias du monde entier, mobilisés par un pouvoir aux abois et couverts par des institutions de grande réputation, ont relayé sans distance le fait que l'une des personnes les plus connues et surveillées de la planète se serait du jour au lendemain révélé être un antisémite et un agent secret russe, en plus d'un agresseur sexuel et d'un dangereux anarchiste. Il est encore temps, avant que l'Histoire ne joue son rôle, de s'interroger sur les faiblesses de notre système informationnel qui permettent à des campagnes d'une telle grossièreté de prospérer, et de s'amender en conséquence.

Juan Branco, 2 septembre 2016 (Les invités de Médiapart)

Version corrigée